

Oui à la voie bilatérale – non au rattachement à l'UE

par Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral, président du Comité «contre l'adhésion insidieuse à l'UE» (www.non-ue.ch)

L'UE exige de la Suisse la conclusion d'un accord-cadre sur le rattachement institutionnel. La Suisse serait ainsi obligée de reprendre du droit UE sans pouvoir participer au développement de ce droit. De plus, elle devrait accepter les jugements de la Cour de justice UE en cas de divergences d'opinions. La Suisse est arrivée à une importante croisée des chemins. La conclusion de cet accord signifie la fin de la Suisse politique. Or, sa signature n'est malheureusement plus qu'une formalité. Le Conseil fédéral et le Parlement approuveront sans doute cet accord.

Cette fatale dérive a cependant été identifiée à temps. Voilà pourquoi nous avons fondé en octobre 2013 déjà le Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE qui regroupe des organisations et des citoyens ayant la ferme volonté de mener une campagne de votation. Ce comité compte aujourd'hui 130 membres collectifs et 6'228 membres individuels.

La conférence de presse d'aujourd'hui marque le début d'une campagne d'information qui vise à dénoncer les effets désastreux de ce projet d'accord institutionnel que rien ne permet de justifier.

Des représentants d'importantes organisations membres du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE éclaireront les différents aspects de cet accord :

- **Albert Rösti**, conseiller national et président de l'**UDC Suisse**, explique pourquoi son parti rejette cet accord et le combattra.
- **Lukas Reimann**, conseiller national et président de l'**ASIN**, présente les effets concrets d'un tel accord-cadre.
- **Stelio Pesciallo**, représentant du comité **«NO alla strisciante adesione all'UE»**, évoque les conséquences fatales de cet accord pour une région frontalière.
- **Adrien de Riedmatten**, représentant de la **Suisse romande**, explique pourquoi cette région du pays n'a rien de bon à attendre de cet accord.
- Enfin, **Benjamin Fischer**, député cantonal, développe brièvement les arguments du comité **«Jeunes contre l'adhésion à l'UE»**.